

LES LUTTES POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : LE CAS DES COMMUNAUTÉS PAYSANNES ET DE PÊCHEURS AU PAKISTAN ET EN OUGANDA

*Entretien avec les mouvements sociaux*¹

Tous les êtres humains ont droit à une alimentation adéquate et à la nutrition. Néanmoins, dans la pratique, les paysans et les artisans-pêcheurs du monde entier sont confrontés à des situations de faim et de malnutrition similaires et à des défis comparables en termes de souveraineté alimentaire, d'accès aux ressources naturelles et d'inégalités hommes/femmes. Cet entretien se propose d'examiner les réalités et les difficultés quotidiennes rencontrées par ces populations dans la province de Sindh (Pakistan) et dans la ville de Katosi (Ouganda).

L'équipe de *l'Observatoire* a interviewé Gulab Shah, Mustafa Mirani et Roshan Bhatti du Forum des pêcheurs pakistanais (*Pakistan Fisherfolk Forum*, PFF)² et Rehema Bavumu, membre du Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche (*World Forum of Fish Harvesters and Fish Workers*, WFF) et du *Katosi Women Development Trust* (KWDT)³. Elle les a invités à expliquer le point de vue des mouvements sociaux en matière d'alimentation et de nutrition, les obstacles auxquels ils sont confrontés dans leurs actions de plaidoyer en faveur de la mise en œuvre de leur droit à une alimentation adéquate et à la nutrition, ainsi que les activités qu'ils mènent pour surmonter et éradiquer l'injustice sociale.

SIGNIFICATION DU TERME « ALIMENTATION » : CORRÉLATIONS ENTRE ALIMENTATION, TERRITOIRE, CULTURE ET RELIGION

Question : Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez à l'alimentation et à la nutrition ? Quelles sont les corrélations entre l'alimentation, le territoire dans lequel vous vivez et les pratiques culturelles et religieuses de votre communauté ?

Réponse – Roshan Bhatti : Fondamentalement, l'alimentation est l'unique base de notre survie. La nutrition est un aspect essentiel de ce que nous appelons l'alimentation, laquelle est composée de différents nutriments, comme les vitamines, les protéines et les glucides dont nous avons besoin. Différentes sortes de cultures sont produites dans différentes régions du Pakistan. Par exemple, le blé, le riz, le coton et les piments sont cultivés et récoltés dans le Sud de la province de Sindh. La canne à sucre, la banane et d'autres fruits sont cultivés dans le Nord. Il existe un lien émotionnel fort unissant la population, les types de cultures qu'elle produit et le territoire auquel elle appartient. Dans nos villages, au Pakistan, nous célébrons plusieurs fêtes, festivités et événements traditionnels, comme les cérémonies de mariage. Les revenus obtenus par la vente des récoltes permettent aux chefs de familles d'organiser le mariage de leurs enfants. Mais nous ne pouvons pas organiser autant de festivités que nous le souhaiterions, à cause de notre extrême pauvreté.

1 Le présent article s'appuie sur des entretiens réalisés en anglais aux mois d'avril et de juin 2015. Merci à Felipe Bley Folly (FIAN International), M. Alejandra Morena (FIAN International), Catherine Kent (spécialiste des droits humains) et Nora McKeon (Terra Nuova) pour leur aide à la rédaction et à la révision du présent article.

2 Le PFF est membre du Consortium de *l'Observatoire*. Pour en savoir plus sur le PFF, voir : www.pff.org.pk (en anglais).

3 Pour en savoir plus sur le WFF et le KWDT, respectivement, voir : worldfisherforum.org (en anglais et partiellement en français) et www.katosi.org (en anglais).

Concernant la religion, effectivement, il existe un lien entre notre religion et notre alimentation. En tant que musulmans, l'un de nos principaux impératifs tourne autour de ce que nous appelons la nourriture *halal*, c'est-à-dire la nourriture autorisée ou licite. La nourriture est *halal* si elle respecte le rite religieux et les préceptes de la Charia islamique, comme l'indique le Coran. Nous consommons de la viande qui a été préparée de façon *halal*, à l'exception du porc, et différentes sortes de plats végétariens, fondamentalement rattachés à notre système de croyances.

R – Rehema Bavumu : Je pense que l'alimentation désigne tout ce qui peut être mangé dans le cadre de mon contexte culturel, tandis que la nutrition se rapporte à l'importance particulière d'aliments spécifiques pour le corps. En Ouganda, nous avons ce proverbe : « *oluganda kulya, olugenda enjala teludda* » ; il signifie que le partage du repas fait partie des valeurs de la communauté et que quiconque quitte votre foyer avec le ventre vide n'y retournera jamais. L'alimentation est un symbole de fraternité au sein de nos communautés. Traditionnellement, lorsque la nourriture abondait encore, les gens pensaient ne jamais préparer suffisamment à manger. Vous deviez toujours préparer plus à manger, de peur qu'un visiteur n'arrive et n'ai rien à se voir proposer. Les adages de ce type sont difficiles à assumer aujourd'hui où la nourriture est si rare et où les familles ont des difficultés à nourrir leurs propres enfants.

PRATIQUES ET DÉFIS DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

Q : En quoi est-il important de produire de la nourriture par vous-mêmes et comment fonctionnent les pratiques de production et/ou d'achat d'aliments au sein de vos communautés ?

R – Rehema Bavumu : Les aliments que les gens produisent eux-mêmes sont beaucoup moins chers et généralement frais. Ils sont également beaucoup plus nutritifs, car ils sont cultivés naturellement, sans engrais artificiels. Ce sont généralement les femmes et les enfants qui s'occupent de ramener la nourriture à la maison et de préparer les repas, tandis que les hommes sont davantage impliqués sur le plan commercial ; nombre d'entre eux pêchent puis vendent les produits de leur pêche. Cependant, au sein des communautés de pêcheurs pour lesquelles le poisson a toujours constitué la nourriture traditionnelle, les familles ont désormais des difficultés, car les stocks de poissons s'épuisent et l'accès au lac Victoria est devenu problématique. Il n'y a plus de poisson disponible pour la consommation locale et il est devenu bien trop cher pour la population locale. La décision consistant à savoir quoi produire dépend largement des options disponibles. Vous ne pouvez pas produire de la nourriture si cela nécessite de disposer d'un terrain que vous ne possédez pas. Une solution consiste aujourd'hui à introduire dans nos régimes alimentaires d'autres aliments de base, en provenance des villages avoisinants, ou d'élever du bétail et de faire pousser nos cultures.

R – Roshan Bhatti : En tant que paysans, nous sommes attachés au travail agricole et nous produisons des cultures classiques, tout en tâchant de cultiver la majorité des aliments qui entrent dans notre régime alimentaire de base. Nous cultivons la terre, puis nous en récoltons les fruits. En revanche, nous ne transformons pas les denrées. Nous les vendons sous forme brute (par exemple, le blé, la canne à sucre et le riz) à

des usines qui fabriquent le produit final. Les produits vont ensuite dans des zones commerciales pour être vendus aux consommateurs ; c'est là que nous achetons les produits transformés finaux.

R – Mustafa Mirani : Dans le cas des communautés de pêcheurs du Pakistan, nous vendons le poisson sur le marché et si nous n'avons pas tout vendu au bout de deux jours, nous consommons ce qui reste.

Q : Quelles sont les difficultés que vous rencontrez pour stocker et vendre la nourriture que vous produisez ?

R – Roshan Bhatti : Malheureusement, compte tenu de l'inégalité des rapports de force, les communautés de pêcheurs et de paysans sont confrontées au quotidien à des problèmes d'injustice. Nous n'avons ni la capacité ni les ressources financières suffisantes pour stocker les aliments que nous produisons. L'idéal consisterait à détenir de grandes usines et fabriques, de manière à pouvoir directement produire puis stocker la nourriture destinée à notre propre consommation. Mais les régions dans lesquelles nous vivons sont encore empreintes de féodalisme, et certains « seigneurs féodaux » oppriment les paysans. Ils influent sur tous les aspects de la vie locale : par exemple, sur notre système éducatif, sur la qualité de notre nourriture ou sur notre accès à la terre et aux marchés. Nous sommes des populations marginalisées au regard de la sécurité alimentaire et de l'accès à une alimentation nutritive. C'est pourquoi, depuis 1998, le PFF lutte en faveur de la justice alimentaire et climatique.

R – Gulab Shah : Au Pakistan, il y a des gens qui vivent dans la pauvreté, dans des villages isolés, avec un accès limité aux marchés. Les villageois sont contraints de vendre leurs récoltes à un prétendu intermédiaire, qui achète les récoltes à bas prix pour les revendre ensuite à des prix extrêmement élevés sur les marchés. Les aliments sont donc disponibles, mais la manière dont ils sont distribués et répartis est injuste. Notre principal problème réside dans le fait que les communautés de pêcheurs et de paysans ont un pouvoir d'achat insuffisant, ce qui les empêche d'accéder correctement à la nourriture disponible.

DÉFIS DANS L'ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES ET PRODUCTIVES

Q : Comme vous l'avez dit, vous avez également des problèmes concernant l'accès au foncier. Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez et quelles actions menez-vous pour les surmonter ?

R – Roshan Bhatti : Malheureusement, dans la majorité de nos communautés, nous ne sommes pas propriétaires des terres que nous cultivons. Comme je l'ai déjà dit, nous sommes juste des paysans, qui travaillons pour des propriétaires féodaux. Dans les années 70, le Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto essaya d'introduire une série de réformes foncières. Mais elles n'ont pas été efficaces. Nous pensons que la seule solution pour réussir à éradiquer la pauvreté et la faim qui frappent les pêcheurs et les paysans consisterait à mener une réforme foncière ; c'est ce que nous défendons et ce pour quoi nous nous battons. Nous mobilisons les gens pour exiger cette réforme et pour revendiquer leurs droits, notamment par des grèves et des manifestations destinées à faire pression sur le gouvernement.

R – Rehema Bavumu : L'une des principales raisons de la faim et de la malnutrition vient du fait que les femmes ne jouissent pas de droits fonciers et qu'elles ont un accès limité à la terre et à l'eau. Les terres sont la propriété des hommes, qui se focalisent généralement sur la production d'aliments destinée à la vente. Les meilleurs produits tirés de la culture et de l'élevage sont exportés ou vendus sur les marchés des zones urbaines ; une solution qui s'avère financièrement plus intéressante pour les hommes que de les donner à leurs familles. Les femmes se nourrissent et nourrissent leurs enfants avec les reliquats de la vente. Le KWDT œuvre à autonomiser les femmes et à les impliquer dans des activités génératrices de revenus. Par exemple, certaines femmes se sont engagées dans la pisciculture ; une activité qui améliore leur situation, celle de leurs enfants et augmente leur accès à l'alimentation.

Q : Votre accès aux semences ou à d'autres ressources naturelles est-il également entravé ?

R – Gulab Shah : Les communautés paysannes n'ont pas accès aux semences locales et autochtones. Celles-ci sont désormais remplacées par des semences hybrides. Le problème avec les hybrides, c'est qu'ils ne peuvent être utilisés qu'une seule fois et qu'ils sont très chers pour les paysans comme nous. Concernant les autres ressources naturelles, les communautés de pêcheurs, généralement implantées dans des régions isolées, sont souvent négligées par le gouvernement, responsable de l'approvisionnement en œufs de poissons fécondés. Or, les gens n'ont pas assez de ressources pour acheter ces œufs, si bien qu'ils ne peuvent pas garantir les moyens d'existence de leurs familles. La pénurie d'eau douce dans les rivières est également problématique et affecte la reproduction des poissons. Le delta de l'Indus, jadis très prospère, ne reçoit désormais plus toute l'eau douce dont il a besoin pour sa survie, ce qui appauvrit sa diversité biologique. Le delta connaît également un problème d'intrusion d'eau de mer et, d'après certains rapports d'agences comme l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) ou, plus récemment, le WWF (Fonds mondial pour la nature) et le Comité permanent du Sénat, les districts côtiers tels que ceux de Karachi, Badin et Thatta pourraient disparaître d'ici à 2060. Or, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour résoudre les problèmes liés à l'agriculture et à la pêche dans cette région.

FAIM ET MALNUTRITION CHEZ LES ENFANTS

Q : Existe-t-il des cas de faim et de malnutrition chez les enfants de vos communautés ? Si oui, comment ces dernières répondent-elles à ce problème ?

R – Roshan Bhatti : Dans toute la province de Sindh, nos communautés sont confrontées à de nombreux cas de faim et de malnutrition. À cause de la pauvreté, elles n'ont pas accès à trois repas par jour ; c'est pourquoi, en moyenne, elles n'en prennent que deux. Dans le district de Tharparkar, où les sécheresses sont graves, les enfants meurent de faim. Cela est principalement dû à une pauvreté aiguë et à un manque d'éducation. Les populations sont forcées de boire de l'eau insalubre et de consommer des aliments simples et pauvres en nutriments, qui ne suffisent pas à couvrir les besoins nutritionnels. Les gens ne sont pas suffisamment conscients de ces problèmes, et notre gouvernement ne parvient pas à adopter et à appliquer des politiques publiques appropriées. Si bien que nous nous sentons impuissants.

R – Rehema Bavumu : En Ouganda, il est très fréquent que les enfants, notamment ceux qui vivent dans des familles pauvres, sous la protection de grands-parents vieillissants et fragiles, souffrent de la faim ou fouillent les poubelles à la recherche de nourriture. Dans les zones urbaines, c'est le cas des enfants des rues. Dans les zones rurales, le problème touche les enfants qui vivent dans des foyers particulièrement pauvres et vulnérables. Aucune action n'est menée par la population pour répondre à ce problème car, aujourd'hui, pratiquement tout le monde rencontre des difficultés pour nourrir sa propre famille.

ALIMENTATION, NUTRITION ET INÉGALITÉS HOMMES/FEMMES : L'IMPORTANCE DE L'ALLAITEMENT

Q : Les tâches sont-elles réparties entre les hommes et les femmes ?

R – Roshan Bhatti : Les femmes contribuent de différentes manières à toutes les activités liées à la pêche, à l'exception de celle qui consiste à prendre la mer. Par exemple, elles préparent les filets de pêche et trient le poisson. Dans l'agriculture, la situation est similaire, mais dans ce domaine, elles travaillent souvent aux côtés des hommes. Dans les zones rurales, la majorité des femmes cultivent la terre, renforçant ainsi la main d'œuvre disponible.

R – Mustafa Mirani : Les hommes et les femmes des différentes parties de la communauté travaillent les cultures de façon collective. Il en va de même pour les communautés de pêcheurs, où les hommes et les femmes sont collectivement responsables de la production du poisson.

Q : Quelle est l'importance de la nourriture, des repas et de la nutrition pour le bien-être des femmes enceintes et allaitantes ?

R – Rehema Bavumu : Lorsqu'une femme souffre de la faim, elle peut difficilement allaiter ! Ce n'est que quand vous mangez que votre bébé peut manger. Dans la plupart des cas, les mères allaitantes se chargent également des tâches et des travaux domestiques, prennent soin des autres enfants, s'occupent de la maison, mais font aussi sécher le poisson ou le vendent même, parfois. Si elles mangent à leur faim, elles peuvent s'occuper correctement de leurs enfants. Ce n'est que lorsqu'il y a, au départ, suffisamment de nourriture, qu'une femme peut commencer à penser à améliorer son foyer et l'éducation de ses enfants. Après, d'autres améliorations peuvent suivre. Car, comment pourrait-elle penser à la scolarité de ses enfants avant de savoir ce qu'elle va pouvoir leur donner à manger ?

Q : Comment les femmes enceintes et allaitantes perçoivent-elles le problème de la faim dans votre communauté ?

R – Rehema Bavumu : Comparé au reste de la communauté, les femmes enceintes et allaitantes sont touchées par la faim d'une façon différente. Elles sont, en effet, supposées manger souvent et convenablement. Mais, au contraire, elles donnent généralement la priorité au reste de la famille lors des repas : d'abord à leur époux, puis à leurs enfants, aux éventuels visiteurs et à leur belle-famille. Elles ne pensent

à elles qu'en dernier. Cela les affecte énormément en période d'allaitement et c'est la raison pour laquelle nombre d'entre elles cessent de le faire dès que leur enfant peut manger des aliments solides.

Q : Pendant combien de temps les femmes nourrissent-elles leurs enfants exclusivement au sein et comment l'allaitement est-il perçu dans les communautés ?

R – Rehema Bavumu : Les professionnels de la santé recommandent généralement aux femmes d'allaiter leurs enfants pendant deux ans. Certaines femmes le font en Ouganda, mais beaucoup n'en sont pas en mesure. Certaines allaitent jusqu'à un an environ. L'une des raisons pour lesquelles l'allaitement se fait sur une plus courte période vient du fait que de nombreuses femmes doivent travailler hors de leur foyer et qu'elles ne peuvent pas emmener leur enfant partout. Mais la principale raison est liée à leur propre alimentation. De nombreuses femmes n'ont plus de lait au bout d'un an d'allaitement. Elles ne se nourrissent pas correctement car elles donnent les aliments en priorité à leurs enfants. Cela compromet leur capacité à allaiter.

R – Mustafa Mirani : Dans nos communautés au Pakistan, nous partageons cette même pratique pleine de bon sens, qui recommande aux femmes d'allaiter leurs enfants pendant deux ans.

R – Roshan Bhatti : En moyenne, les enfants des populations marginalisées du Pakistan sont allaités pendant six mois ou un an. Dans les zones rurales, le taux de natalité est très élevé. Cela est lié à un manque d'éducation et/ou d'accès à la planification familiale. Lorsque les femmes donnent naissance à plusieurs enfants sur une courte période de temps, la durée de l'allaitement pour chaque enfant est inférieure à ce que nous souhaiterions. Notre communauté n'est pas correctement sensibilisée à l'allaitement et à la nutrition. À cet égard, l'éducation joue également un rôle : plus de 50 % de notre communauté est illettrée.